

DÉBATS • SOCIAL

« Les classes moyennes, partout prétendues victimes, s'en sortent mieux que les classes laborieuses »

CHRONIQUE

**Pierre-Cyrille Hautcœur**

Economiste

Ne définir la classe moyenne qu'au prisme des ressources conduit à une mauvaise lecture de l'impact des transferts sociaux et de l'évolution des revenus de chaque catégorie sociale, observe l'économiste Pierre-Cyrille Hautcœur dans sa chronique.

Publié le 21 juin 2023 à 18h00, modifié le 22 juin 2023 à 07h50 | Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Femmes et hommes politiques s'apitoient régulièrement sur le sort de la classe moyenne, qui aurait perdu en revenu et en position sociale au bénéfice non seulement des plus aisés mais aussi des plus pauvres, bénéficiaires privilégiés des transferts sociaux. L'ambiguïté de la définition de la classe moyenne en fait un attracteur politique aisé, mais peut-on réellement dire qu'elle a particulièrement souffert au cours des dernières décennies ? Jad Moawad et Daniel Oesch, deux chercheurs de l'université de Lausanne, clarifient cette question dans un article récent (« The Myth of the Middle Class Squeeze : Employment and Income by Class in Six Western Countries, 1980-2020 »).

La notion de classe moyenne est aujourd'hui définie quasi exclusivement par le revenu. Mais cette définition, désormais utilisée tant par l'Organisation de coopération et de développement économiques que par l'Organisation internationale du travail (OIT), crée des catégories qui ne sont plus ancrées dans les réalités du monde du travail, dont on connaît l'importance pour les représentations et le mode de vie. Ainsi, selon l'OIT, tout ménage gagnant par unité de consommation plus de 60 % du revenu médian ferait aujourd'hui partie de la classe moyenne, ce qui y inclurait, en France, un ouvrier célibataire travaillant à plein temps au smic, mais ne correspond sans doute ni à sa représentation, ni à celle de la société.

Comment définir les classes moyennes ?

La difficulté à mesurer les transformations subies par les classes moyennes tient à l'impossibilité de les définir de façon satisfaisante, ces dernières l'étant souvent « *en creux* ». Elles agrègent des groupes sociaux très divers (salariés, artisans, commerçants, petits patrons, fonctionnaires de catégorie B, professeurs des écoles, techniciens...) qui ont en commun d'avoir un capital « *de diplômes, de revenus, de patrimoine ou de logement* » auquel « *s'accrocher* », selon les sociologue et économiste Dominique Goux et Eric Maurin.

Les économistes raisonnent volontiers en matière de revenus : l'OCDE retient ainsi les personnes dont les revenus sont compris entre deux tiers et deux fois le revenu médian (1 837 euros en France, soit entre 1 300 et 3 500 euros). L'Insee s'intéresse plutôt aux « *emplois intermédiaires* », ceux qui sont typiquement « *entre les cadres et les agents d'exécution* ». Les sociologues utilisent, de leur côté, le diplôme (bac + 2 ou bac + 3), qui est relié au métier et à la catégorie sociale. « *Dans l'idéal, il faudrait aussi tenir compte du territoire où l'on vit, et du patrimoine reçu en héritage*, ajoute le sociologue Camille Peugny. *Un couple qui gagne deux fois 2 000 euros fera partie de la classe moyenne, sauf s'il a reçu un logement en héritage.* »

Selon la définition retenue, la taille de la population varie grandement, et plus elle tire vers le bas, plus le phénomène de déclassement sera visible. L'économiste Thomas Piketty travaille sur les « *40 % du milieu* » de la population, « *entre les 10 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres* », dans son ouvrage *Une brève histoire de l'égalité* (Seuil, 2021). Avec un critère de revenu proche de celui de l'OCDE, France Stratégie, organisme qui dépend de Matignon, arrivait, dans une note de 2016, à une proportion des deux tiers de la population française. Le sociologue Henri Mendras parlait, lui, d'une « *constellation centrale* » représentant environ un quart de la population active.

L'Institut national de la statistique et des études économiques en tient compte en construisant les nomenclatures des catégories socioprofessionnelles depuis 1954 sur la base des occupations mais aussi de la formation et des trajectoires des personnes concernées. C'est dans cette tradition que s'insèrent les deux auteurs en exploitant les enquêtes scientifiques nationales coordonnées depuis les années 1980 dans le Luxembourg Income Study pour comprendre l'évolution des revenus d'une classe supérieure (ingénieurs, médecins, avocats, cadres supérieurs, etc.), d'une classe moyenne (techniciens, cadres moyens, enseignants) et d'une classe laborieuse séparée entre qualifiés et non-qualifiés.

Se méfier des représentations dominantes

Ces enquêtes nous rappellent d'abord l'importance quantitative des classes laborieuses, autrefois centrées sur les ouvriers et désormais dominées par des métiers de services pas ou peu qualifiés, comme les livreurs ou les aides à domicile. Elles ont perdu en structuration (notamment syndicale) et

en visibilité symbolique, mais représentent encore la majorité des actifs, et ne peuvent être ni assimilées aux classes moyennes, ni réduites à une marginalité de « receveurs d'allocations ».


Le résultat le plus important de l'enquête est la stagnation, voire le recul, du revenu réel des travailleurs non qualifiés, et des classes laborieuses en général, dans de nombreux pays riches, tandis que les classes moyennes, partout prétendues victimes, s'en sortent mieux. C'est le cas de la France, même si cette divergence y est moins marquée qu'en Allemagne et aux Etats-Unis. Ainsi, de 1984 à 2020, le revenu du travail a progressé beaucoup moins (0,5 % en moyenne par an) chez les travailleurs non qualifiés ou même qualifiés que dans la classe moyenne (1,1 %) ou dans la classe supérieure (1,3 %). Un sous-groupe qui souffre particulièrement est celui des ménages dirigés par une femme non qualifiée, dont les revenus stagnent depuis plus de quarante ans en France.

Lire aussi : [Comment les impôts et aides sociales atténuent les inégalités en France](#)



Contrairement à ce que l'on pense parfois, les transferts et impôts réduisent mais ne suppriment pas cette tendance à l'accroissement des inégalités, car ils redistribuent principalement des catégories supérieures vers les classes laborieuses, tandis que la classe moyenne voit son revenu net croître deux fois plus vite que celui des classes laborieuses.

Ces résultats amènent à se méfier des représentations dominantes : si les classes moyennes ont le sentiment d'une faible progression de leur revenu par rapport à la période des « trente glorieuses », et ont la possibilité politique de faire entendre leur malaise, elles ne devraient pas incriminer les classes laborieuses mais bien davantage la stagnation de l'ensemble des revenus, et donc les politiques économiques et sociales menées depuis quarante ans. Mais c'est un autre débat...

 **Pierre-Cyrille Hautcœur** est directeur d'études à l'EHESS (Ecole d'économie de Paris)

Pierre-Cyrille Hautcœur (Economiste)

Le Monde Mémorable

Découvrir



Le génie Chaplin

Personnalités, événements historiques, société... Testez votre culture générale



La fabrique de la loi

Boostez votre mémoire en 10 minutes par jour



Offrir Mémorable

Un cadeau ludique, intelligent et utile chaque jour

Voir plus

Partenaires